

Gilets jaunes :

Que sait-on du grand débat voulu par Emmanuel Macron?

Source : [le Journal du dimanche](#)

Emmanuel Macron l'a annoncé lundi soir lors de ses vœux : il écrira aux Français "dans quelques jours" afin de préciser les contours du grand "débat national" promis pour répondre à la crise des Gilets jaunes. Evoquée dès la fin novembre lors de son discours sur la transition écologique, cette large concertation à venir - et surtout ses modalités précises - reste floue, alors qu'elle doit débiter à la mi-janvier, et ce pour deux mois. Comment va se dérouler ce grand débat ? Qui pourra y participer ? Le JDD fait le point sur ce qu'on sait déjà.

Qui pourra y participer?

Le gouvernement souhaite toucher le plus grand nombre de Français. Mais si l'objectif est affiché, le format reste plus délicat à mettre en place. La partie dédiée à cette concertation, sur le site du gouvernement, affirme qu'il y aura **des débats publics "partout en France"**, accompagné par la Commission nationale du débat public (CNDP) dirigée par Chantal Jouanno. Cette instance devrait proposer des "kits" de méthodologie et des "stands" - sur un marché par exemple - pour "recueillir la parole citoyenne sur le terrain".

Sont aussi évoqués :

- **"d'autres manifestations au niveau régional ou national"** ;
- des **débats en ligne** "sur une plateforme numérique dédiée qui permettra de déposer des contributions" ;
- et des **"conférences de citoyens tirés au sort"** dans chaque région.

Sur ce dernier point, évoqué notamment par Edouard Philippe lors d'un déplacement en Haute-Vienne le 21 décembre, "l'idée est de faire en sorte que les Français qui ne sont pas forcément les plus impliqués dans la vie et le débat public puissent donner leur avis sur le débat et sur les propositions". Ces conférences réuniront, dans chaque région, "une centaine de citoyens français tirés au sort, tirés au hasard", avait précisé le Premier ministre.

Parallèlement, depuis début décembre, "entre 3.000 et 5.000 communes" ont ouvert leurs portes à leurs administrés à l'appel de l'Association des maires ruraux de France. "Pouvoir d'achat", "justice sociale" et "sentiment d'abandon en matière de services publics" sont les doléances les plus récurrentes, a indiqué fin décembre le président de l'AMRF, Vanik Berberian, maire de Gargilès-Dampierre dans l'Indre. Une synthèse sera publiée mi-janvier et ajoutée aux conclusions du grand débat national.



De quoi va-t-on parler?

Sur ce point, il y a eu un petit couac. Mi-décembre, le compte-rendu du Conseil des ministres, où a été présenté le débat national, fait état de cinq thèmes, parmi lesquels "les attentes et les inquiétudes des Français relatives à l'immigration". Finalement, elle ne fera pas l'objet d'une thématique à part entière.

Les quatre thèmes sont donc :

1. la **transition écologique**
2. la **fiscalité** et les **dépenses publiques**
3. la **démocratie** et la **citoyenneté** (avec la question de l'immigration)
4. l'**organisation de l'Etat** et des **services publics**

Mais d'autres sujets pourront être discutés, comme le précise le site du gouvernement : "Les organisateurs de débats locaux ont la liberté de choisir tout autre thème qui leur semble pertinent."

Quelle issue à ce débat?

"Il y a une vraie aspiration au débat, mais avec la garantie que cela débouche sur quelque chose de concret", indiquait Chantal Jouanno il y a quelques jours dans *Le Parisien*. Et c'est bien là le défi pour le gouvernement, qui a beaucoup insisté sur l'importance de cette concertation nationale pour redonner la parole aux Français, en réponse au mouvement des Gilets jaunes. L'attente est donc grande, et le risque d'être déçu aussi. "Les résultats ont vocation à être synthétisés dans un rapport général avec constat, vision de la société exprimée et propositions, qui servira de base aux décisions du gouvernement", précisait aussi l'ex-ministre, qui a mis en garde le gouvernement contre tout risque d'ingérence politique. Quelque 250 "garants de la participation" seront chargés par la CNDP de veiller au bon déroulement du débat partout en France.

Ce grand débat débouchera "fin mars - mi-avril" sur des "décisions très concrètes, en fonction des consensus identifiés", avait expliqué le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux. Le tout sans "détricotier" les décisions prises par l'exécutif depuis 18 mois. C'est bien là que la difficulté réside : comment prendre en compte ces doléances en maintenant le cap du quinquennat, réaffirmé lundi soir lors de ses vœux par Emmanuel Macron ?

Par Anne-Charlotte Dusseaux

